

• (1700)

M. Broadbent: Ce que notre ministre des Finances devrait essayer de faire au sommet des Sept Grands, c'est obtenir des autres pays participants qu'ils tirent profit des leçons du début des années 80 et s'assurent de ne pas répéter les mêmes erreurs en maintenant cette politique uniforme de taux d'intérêt élevés jusque dans les années 90.

Le gouvernement est resté indifférent aux répercussions de sa politique économique, en particulier sur les différentes régions du pays. Il s'est moqué notamment du fait que la majorité des provinces n'ont pas réussi à revenir à leurs taux de chômage respectifs d'avant 1981. Nous, néo-démocrates, croyons—et c'est à bien des égards la base de la social-démocratie—que pour la vaste majorité des gens, hommes et femmes, et certes pour la majorité des femmes qui font aujourd'hui partie de la population active, la principale satisfaction, c'est d'avoir un emploi. On ne peut pas demeurer indifférent, au Canada, à la constante réalité d'un chômage élevé. Nous disons donc au gouvernement qu'il devrait s'attaquer à ce problème au lieu de s'en prendre au programme d'assurance-chômage comme il le fait dans ce discours du Trône. C'est là que réside le véritable problème.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: J'estime qu'avec un bon train de mesures on peut juguler l'inflation, créer des emplois et éponger la dette publique. Je ferai remarquer que chaque fois que le taux de chômage baisse d'un point de pourcentage, le Trésor gagne deux milliards de dollars parce que des Canadiens recommencent à payer des impôts au lieu de continuer à encaisser des prestations d'assurance-chômage et que des entreprises paient aussi des impôts pour la plupart.

Nous, néo-démocrates, croyons que les Canadiens et Canadiennes de la région de l'Atlantique, du nord de l'Ontario et du Québec, des Prairies et de la Colombie-Britannique devraient avoir le droit fondamental d'occuper un emploi pour le plaisir d'occuper un emploi. S'ils n'y arrivent pas, c'est finalement notre faute à tous, nous qui exerçons le pouvoir politique. Nous croyons que c'est important en soi. Mais, en tant que chef d'un parti politique national, je tiens aussi à dire que notre pays ne peut pas se satisfaire indéfiniment d'une politique des deux Canadas comme celle qui prévaut de plus en plus depuis six mois ou un an. Les Canadiens ne peuvent plus accepter que le centre du Canada bénéficie d'une situation de plein emploi ou presque pendant que le reste du pays subit en permanence des taux de chômage élevés.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: C'est important en soi, mais aussi pour ce qu'on appelle l'unité nationale. Pour éviter un conflit irrationnel, pour que l'on puisse parler de la grande

famille canadienne, il faut alors tenter de donner des chances égales à tous les membres de cette famille.

Pour ce qui est des questions régionales dont tout gouvernement national devrait se préoccuper, avant et durant la récente campagne électorale, l'accord commercial dont moi-même et mes collègues avons discuté avait notamment des répercussions négatives sur la politique du développement régional. Je précise cela, car pour ceux d'entre nous qui croient dans une économie mixte, une politique sérieuse de développement régional suppose la participation du gouvernement. Or, les initiatives et les subventions gouvernementales sont jugées tout à fait inacceptables par nos voisins du Sud. Ce n'est pas le cas pour nous. Nous les considérons comme souhaitables en principe. Si nous voulons favoriser l'essor d'une industrie donnée, disons en Alberta ou au Nouveau-Brunswick, car au départ, elle est peut-être incapable d'être compétitive avec le sud de l'Ontario, la Californie ou toute autre région, il faut alors lui donner un bon coup de pouce au début comme cela s'est fait dans une région du pays par le biais d'une politique de tarifs élevés pendant des années. Selon nous, pour favoriser son essor dans certaines régions du pays, la participation et l'intervention du gouvernement sont souhaitables, en principe.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Étant donné les différences culturelles qui existent entre les États-Unis et le Canada qui ont évolué de façon bien différente, nous affirmons que la définition de subvention dans le cadre de l'accord commercial aura inévitablement des répercussions négatives sur notre capacité d'appliquer notre propre politique de développement régional. Or, le premier ministre en a fait fi avant la campagne électorale et durant cette dernière. Le fait en question a été minimisé par les principaux porte-parole du monde des affaires, lorsque j'ai soulevé la question au cours de la campagne électorale. On nous a dit de ne pas nous en faire.

Nous pouvons déjà voir les conséquences de tout cela, alors que l'accord a été signé, que tout a été mis en place au Canada, que le gouvernement conservateur cède déjà aux intérêts américains. A quoi avons-nous assisté? Au Cap-Breton, les États-Unis s'en sont pris à la société Sydney Steel. Pour quelles raisons? Parce qu'elle recevait de l'aide du gouvernement. Dans la tradition américaine, il s'agissait d'une subvention tout à fait inacceptable.

On constate les mêmes attitudes face au conditionnement de notre poisson au Canada aux fins d'exportation. Pour l'amour de Dieu, de quel genre de liberté profite donc un pays qui souhaite mettre en valeur ses propres ressources, s'il n'a même pas le droit d'usiner comme il l'entend un produit avant de l'exporter. En vertu de cet accord, les Américains prennent des mesures qui pourraient complètement réduire à néant la tradition que nous voulons, au sein de notre parti, renforcer et qui consiste à adopter une politique de développement régio-